

100 % des radiologues en grève dans les départements du Var et des Alpes-Maritimes, "cette mobilisation est historique"



Les cabinets de radiologie sont en grève, lundi 10 novembre, pour protester contre les coupes budgétaires du Projet de loi. • © FTV

Écrit par [Lune Hornn](#)

Publié le 10/11/2025 à 17h00

Pour protester contre les mesures du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale, les radiologues libéraux sont en grève, lundi 10 novembre. Les professionnels du Var et des Alpes-Maritimes, sont très mobilisés et dénoncent des coupes budgétaires dangereuses. On vous explique.

Pas de radiographie, pas de scanner et pas d'IRM. Il faudra attendre mardi 11 novembre pour pouvoir réaliser une radiographie. Les professionnels de l'imagerie médicale sont en grève, ce lundi 10 novembre, pour protester contre les dernières mesures prévues par le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Le texte prévoit des coupes budgétaires importantes qui inquiètent une grande partie de la profession.

La Fédération nationale des médecins radiologues (FNMR) a lancé un appel à la grève pour protester contre les baisses de tarifs qui empêcheraient les médecins d'investir dans du matériel moderne et efficace. Selon [Franceinfo](#), 80 % des cabinets de radiologies seraient fermés en ce début de semaine.

Les professionnels du Var et des Alpes-Maritimes, sont eux aussi très mobilisés. Selon Reynald Izzillo, président de la FNMR Alpes-Maritimes, 100 % des cabinets libéraux de radiologie sont en grève dans les deux départements.

Une mobilisation historique

Depuis ce mercredi 05 novembre, l'Union nationale des caisses d'assurance maladie a mis en place de nouvelles mesures, notamment une baisse de 15 % des tarifs des actes de radiologie, de scanner et d'IRM.

Pour protester contre ces décisions, *"l'ensemble des groupes libéraux de radiologie du Var et des Alpes-Maritimes participent à la mobilisation"*, assure Reynald Izzillo. Pour ce médecin radiologue à Nice, il s'agit d'une action sans précédent, *"en 20 ans d'exercice, je n'ai jamais fait grève. Cette mobilisation est historique. Il a une attaque contre la médecine libérale en général"*.

Ce lundi 10 novembre, les cabinets de radiologie étaient vides en raison de la grève nationale. • © Mélie Lavaud - France Télévisions

Le président de la FNMR Alpes-Maritimes dénonce une attaque excessive et incompressible contre sa profession. *"On est d'accord pour réaliser des économies, reconnaît le médecin radiologue, mais là, on nous enlève 15 % sur nos actes. C'est terrible, on gère des PME, on a des employés, des charges qui augmentent, des investissements et du matériel à renouveler. On n'arrive plus à comprendre. Le risque, c'est la dégradation de la qualité des soins"*.

Un manque de discussion

Si Reynald Izzillo reconnaît qu'il est nécessaire de faire des économies, il fustige la manière dont le gouvernement impose à sa profession des restrictions budgétaires sans discussions préalables. *"C'est une décision unilatérale sans dialogue. Aucun syndicat n'est d'accord avec ce texte"*, assure-t-il.

L'objectif de la FNMR est précisément de rétablir un dialogue entre les pouvoirs publics et les professionnels. *"Il faut une concertation. Aujourd'hui, on montre une unité. Il pourra y avoir d'autres mobilisations jusqu'à ce que des discussions soient menées et pas des décisions unilatérales imposées de manière totalitaire"*, précise Reynald Izzillo.

La baisse des tarifs prévue par le projet de loi n'impactera pas directement les patients, mais le manque à gagner pour les radiologues pourrait avoir des répercussions sur le long terme. Que ce soit à l'échelle des cabinets, qui pourraient mettre la clé sous la porte, ou de la qualité des soins, les radiologues espèrent se faire entendre et rétablir un dialogue autour de ces baisses tarifaires.